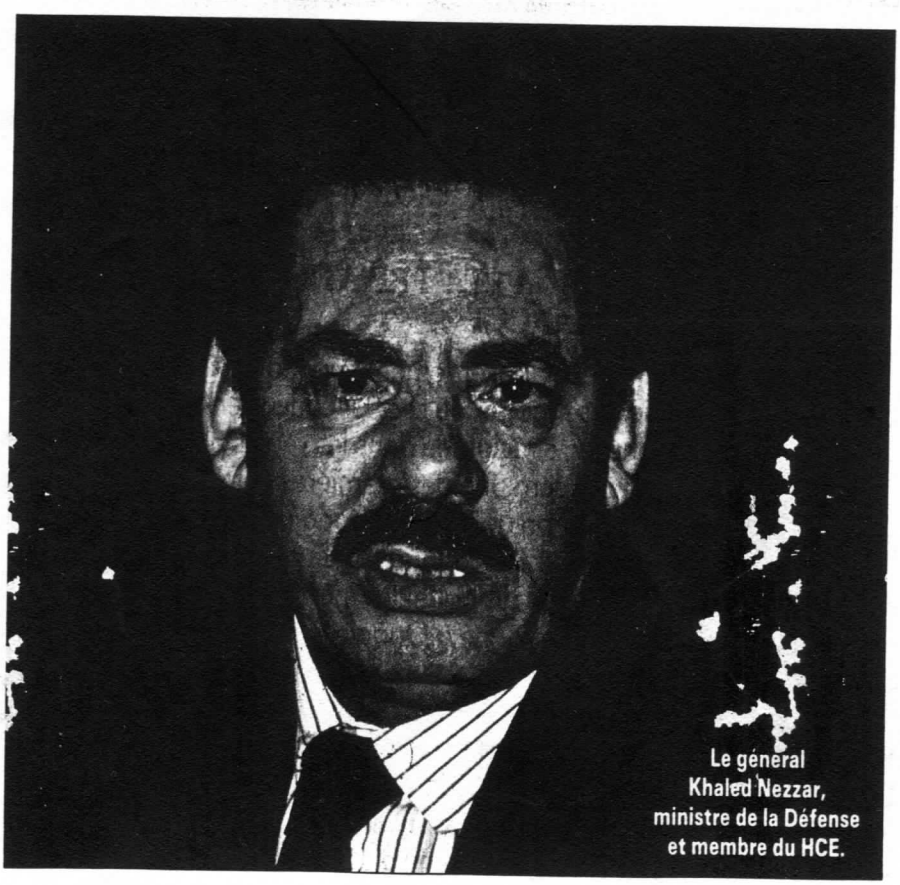
JEUNE AFRIQUE

SPECIAL DERNIERE

L'événement. *Le général Khaled Nezzar gagnera-t-il la guerre contre les islamistes ? Washington, en tout cas, n'y croit guère.*

Algérie : la faibless



ZEBAR NACERDINE/GAMMA

Le général Khaled Nezzar, ministre de la Défense et membre du HCE.

PAUL-MARIE DE LA GORCE

Le samedi 13 février, l'histoire de l'Algérie a-t-elle basculé ? Ce jour-là, on le sait, à 10 heures, une voiture piégée — un fourgon bourré d'explosifs et mis à feu à distance par une télécommande — a sauté boulevard Mustapha-Khaled, près du stade d'El-Biar, sur le passage du véhicule transportant le ministre de la Défense et membre du Haut Comité d'Etat (HCE), le général major Khaled Nezzar.

L'attentat lui-même suggère déjà que la lutte armée menée par les islamistes passe à un autre stade. Il suppose une organisation, des méthodes de préparation et d'exécution, sans commune mesure avec les opérations précédentes. Celles-ci prenaient la forme d'une attaque à l'arme de poing, à distance rapprochée de la victime, au risque d'un affrontement avec les personnels de protection. Ainsi, lors de la tentative d'assassinat du secrétaire général de l'UGTA, Abdelhaq Benhamouda. La technique de la voiture pié-

gée suppose d'abord des moyens importants : la quantité d'explosif devait être considérable pour détruire la voiture du ministre. Comme l'attestent les dégâts. L'usage d'une télécommande n'est pas non plus à la portée de n'importe qui. En outre, le trajet du général et de son escorte devait être connu avec précision. Suffisamment, en tout cas, pour que la voiture piégée soit placée à temps au bon endroit. Il fallait enfin un minutage précis des opérations : il ne le fut pas assez puisque l'attentat a échoué...

En réalité, on ne s'interrogerait pas tant s'il ne s'agissait que d'un épisode isolé. Mais il survient au moment où convergent les informations les plus alarmantes sur un véritable afflux d'armement au profit des islamistes. Il est significatif que, le 16 février, les autorités aient annoncé le démantèlement du « plus grand réseau de trafic d'armes » découvert depuis trente ans, avec l'arrestation de plus de 700 personnes et la récupération de 842 armes diverses.

Belaïd Abdesselam reçu à Paris, le 18 février, par Pierre Bérégovoy. Au second plan : l'ambassadeur Sid Ahmed Ghozali.

GIRAUDINEAU/J.A.

se de l'homme fort.

Mais les sources de l'armement du FIS ne sont pas pour autant taries. La multiplication des affrontements montre que le mouvement islamiste tout entier est passé à l'action directe. Dans le seul Algérois, d'après un bilan de police, 123 islamistes ont été « neutralisés » depuis le 1er janvier. Au total, plus de 600 militants ont été abattus depuis que l'épreuve de force a commencé, et plus de 250 policiers : encore ces chiffres officiels ne correspondent-ils qu'à une partie de la réalité.

L'attentat du 13 février marque, assurément, un sommet et, peut-être, annonce un tournant : c'est à la tête de l'Etat que le FIS entend frapper, prenant pour cible celui qui incarne la volonté de lutte contre l'islamisme. Dès lors, la question s'impose : qui va gagner ?

La réponse dépend de trois données essentielles. Il faut d'abord prendre en compte les limites atteintes par l'affrontement actuel entre gouvernement et islamisme clandestin. En sommes-nous au point où ce dernier paraît assuré d'une assise sociale telle qu'il ne peut plus être éradiqué ni endigué ? Ceux qui suivent le conflit pensent, presque tous, qu'il demeure limité à des secteurs circonscrits de la société. L'un d'eux résume ainsi leur sentiment : « L'ensemble de la population n'est pas impliquée. La plupart des familles se barricadent chez elles, avant même l'heure du couvre-feu, et prennent toutes les précautions pour éviter d'être les complices du FIS ou les agents involontaires des forces de l'ordre. La confrontation se limite à deux camps irréductibles. D'où, d'ailleurs, sa férocité : ils se connaissent mutuellement, ils connaissent même, quartier par quartier, village par village, le nom de leurs adversaires et leur combat prend la forme d'un vaste règlement de comptes personnel. Quand vous entendez annoncer l'assassinat d'un policier, ne doutez pas qu'il s'agissait d'un homme accusé d'avoir abattu un ou plusieurs militants clandestins, ou de pratiquer la torture. » Après l'opération de Guemmar, le général Nezzar avait averti, parlant des groupes armés islamistes : « Nous les anéantirons tous. » Et dans un tract clandestin, le FIS avait menacé : « Attention à vous, nous pouvons vous tuer quand nous voulons ! » Au total, il est trop tôt, semble-t-il, pour affirmer que la population, en majorité, a décidément basculé dans un sens ou dans l'autre.

La majorité de la population n'est pas encore impliquée.

Il faut aussi considérer la mobilisation politique que chacun des deux camps peut provoquer en sa faveur. Le FIS ne peut, à cet égard, que spéculer sur les effets de cette guerre civile larvée, de la répression et surtout de la persistance de la crise sociale sur la population. Le régime, lui, peut rechercher le soutien de forces politiques qui se sont manifestées depuis la reconnaissance du pluralisme, après les événements d'octobre 1988, et qui se sont déclarées hostiles à l'islamisme. Seulement voilà, il ne l'a pas fait. Peut-être la responsabilité en incombe-t-elle aux chefs de partis qui ont préféré se tenir à distance, se mettre en veilleuse, critiquer de loin ou même s'éloigner de la scène politique. N'ayant pas soutenu Mohamed Boudiaf, ils n'allaient pas aider Belaïd Abdesselam, qui incarne précisément la dictature. Mais il incombait au gouvernement de rechercher à tout prix le soutien de forces politiques et sociales. Ce 13 février, après que le général Nezzar eut échappé à la mort, un

certain sentiment d'urgence, et peut-être de panique, pousse les dirigeants à sortir de leur immobilisme. Le lendemain, le HCE publie en toute hâte une déclaration invitant les partis au dialogue. Mais tout indique que les futures consultations, comme celles de septembre dernier, feront long feu.

Il faut enfin examiner les données extérieures de la crise algérienne. On n'attachera pas trop d'importance au fait que ce soit dans un journal saoudien, *Charq Al-awsat,* que l'attentat du 13 février a été, pour la première fois, revendiqué par le FIS, et que son porte-parole, Rabah Kebir, ait choisi de le commenter. Mais tout indique que les dirigeants saoudiens ont avec le FIS des liens discrets, voire secrets.

Comment expliquer ce changement ? Dès lors que le sentiment prévaut que l'actuel gouvernement n'a plus toutes les chances de gagner la partie et que le sol lui glisse sous les pieds, les spéculations et les interrogations deviennent inévitables. Ce n'est pas le cas à Paris, mais c'est le cas à Washington. La position française ne recoupe plus, ou plus tout à fait, la position américaine. Après de longs délais, Paris a choisi d'appuyer Abdesselam. Le jour même de l'attentat contre Nezzar, le ministre français des Finances, Michel Sapin, était à Alger pour mettre 5 milliards de francs de crédits commerciaux à la disposition de l'Algérie en 1993 et pour signer avec son collègue algérien, Ahmed Benbitour, un protocole financier d'un milliard de francs. Six jours plus tard, le Premier ministre lui-même, Belaïd Abdesselam, était à Paris où il se faisait confirmer l'orientation de la politique française.

Les Etats-Unis en jugent autrement. Les calculs y sont, pour une large part, d'ordre économique et financier. Le jugement des spécialistes américains des affaires algériennes, conforté par le rapport d'un dirigeant de l'une des banques les plus impliquées dans le règlement de la dette algérienne, est qu'à échéance prévisible le gouvernement n'a aucune chance de redresser la situation économique et financière. Ce jugement catégorique est partagé par les principaux responsables américains.

Les Américains auraient eu des contacts avec le FIS.

Washington en a tiré les conclusions politiques. Le moment est venu, a-t-on estimé, d'envisager le succès du mouvement islamiste, de s'y préparer, et par conséquent d'entrer discrètement en contact avec lui. La décision a été prise d'autant plus facilement qu'elle n'est nullement en contradiction avec les traditions de la politique américaine à l'égard des pays musulmans : elle a joué, on s'en souvient, la carte du soutien à l'islam traditionaliste ou intégriste au Pakistan et en Afghanistan, au Soudan sous Nimeiri, en Libye contre Kaddafi, en Syrie contre le régime Assad, et en bien d'autres occasions. En témoignent avant tout, naturellement, ses relations toujours privilégiées avec l'Arabie saoudite. C'est par son intermédiaire, ou en tout cas avec son aide, que des contacts sont établis avec l'islamisme algérien. Le premier objectif est la recherche d'interlocuteurs qu'on ne connaît pas encore très bien. Par la suite, expliquent les partisans de cette politique, il s'agira de les dissocier de leurs éléments radicaux, de les orienter vers plus de modération à mesure qu'ils se rapprochent du pouvoir... Qu'elle soit fondée ou non, cette stratégie est peut-être la plus menaçante pour les responsables actuels de l'Algérie. ●